

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 319 – Supplément lycées
3 octobre 2021

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Le courant Front Unique informe

Les enseignants du lycée Blaise Pascal Clermont-Ferrand boycottent majoritairement la mise en place du « projet local d'évaluation » et, réunis en assemblée générale en appellent aux directions nationales des syndicats pour :

**- qu'elles se prononcent
pour le retrait des « projets locaux d'évaluation »
- qu'elles appellent nationalement
au boycott des réunions de mise en place de ces projets**

Dans tous les lycées de France, les enseignants sont en ce moment même invités, lors de deux demi-journées de concertation, à élaborer les nouvelles modalités d'évaluation dans le cadre du contrôle continu à travers l'élaboration d'un « *Projet Local d'Evaluation* » (PLE) propre donc à chaque établissement.

Rappelons que ces « projets locaux d'évaluation » visent à détruire le caractère national du bac en le transformant en « diplôme maison » qui ont aussi pour effet de liquider l'indépendance pédagogique des enseignants visant à les soumettre étroitement dans l'exercice de leur métier au ministère et aux autorités locales.

Pas un enseignant n'ignore ce fait.

Pas un enseignant n'en ignore les conséquences dans son rapport aux élèves quotidiennement dans la salle de classe, au contrôle permanent de l'administration et des parents d'élèves.

Pas un enseignant n'ignore non plus que ces demi-journées de concertation ont pour objet **qu'ils élaborent et mettent en place eux-mêmes le projet.**

En d'autres termes qu'ils doivent nouer eux-mêmes la corde avec laquelle ils seront pendus !

C'est dans ce contexte qu'au lycée Blaise Pascal de Clermont-Ferrand, alors que les collègues étaient conviés à la première demi-journée de concertation, en présence de l'administration et de deux IPR (donc sous la pression maximale de la hiérarchie administrative), la majorité a décidé de boycotter la réunion après l'intervention de la représentante FO de l'établissement, avec le soutien du représentant du Snes.

Réunis ensuite en AG, spontanément, les collègues y ont adopté une motion amendée d'un lycée de Haute-Loire, qui tout en dénonçant justement le projet et ses conséquences, se cantonne à un combat local qui n'offre aucune perspective de combat national pour défaire le gouvernement.

Considérant que la question décisive pour défaire le gouvernement était celle d'un appel national des directions syndicales au boycott des réunions de mise en place des PLE, ils ont aussi adressé une motion aux directions nationales de l'enseignement public :

"Les enseignants de Blaise Pascal réunis ce jour le jeudi 30 septembre, pour la demi-journée de mise en place du PLE (Plan Local d'évaluation) s'adressent aux directions syndicales nationales qui ne l'ont pas déjà fait :

-prononcez-vous pour le retrait pur et simple du PLE.

-appelez partout au boycott."

33 Pour et 2 Abstentions

Pourtant, à ce jour, ce n'est pas la position nationale des directions syndicales : ni sur le « Retrait pur et simple du PLE », ni sur le « boycott ».

Celle du Snes, syndicat majoritaire de la profession, diffuse dans les établissements un « **Guide Syndical Pratique sur le Projet d'Evaluation Local** » s'« opposant » au Guide de l'évaluation ministériel. On peut y lire que le PLE est « *un outil de plus pour la casse engagée de l'Education nationale* », « *... de contractualisation* », « *...de casse du diplôme national* », etc... tout en proposant ses propres « *préconisations à faire valoir dans les réunions des lycées* ». Celles-ci sont déclinées en 7 points : des « *revendications* » (Sic !!!) jusqu'à l'étape du CA où le PLE doit faire l'objet d'une simple « *présentation* » et non d'un vote, « *même pour avis* » !

En clair, il n'est nullement question d'un boycott, même local, mais bien **d'une écriture « syndicale » du projet**, donc de **la mise en place du contrôle continu**, donc de manière parfaitement contradictoire avec l'affirmation dans les publications du SNES d'une volonté de « **retour à des épreuves nationales, terminales et anonymes** » (L'US n° 811 p.4) ! A ce jour, aucune publicité n'est d'ailleurs faite sur le boycott de la réunion au lycée Blaise Pascal.

On peut faire le même constat avec le SNLC FO qui indique dans son tract daté du 24 septembre 2021 titré « **Non au PLE** », il n'est nullement question d'un appel national au boycott mais : « *défendre pied à pied leur liberté pédagogique et à prendre position contre le projet local d'évaluation. Les réunions prévues pour élaborer le PLE doivent être l'occasion de réaffirmer le refus de la réforme Blanquer du lycée, le refus de s'inscrire dans le projet local d'évaluation, le refus de faire son propre malheur !* » On demande donc aux enseignants de porter le fer...localement, établissement par établissement.

Le courant Front Unique considère que ce qui s'est passé au lycée Blaise Pascal de Clermont Ferrand a une signification claire : les collègues rejettent massivement les PLE. Ils seraient prêts à répondre à un appel national au boycott des PLE. Ce qui manque c'est l'appel des dirigeants à un vrai combat centralisé pour le retrait des PLE !

Ce qui s'est passé au Lycée Blaise Pascal a une signification similaire à la prise de position des 40 écoles primaires de Marseille annonçant leur volonté de boycotter la mise en œuvre du plan Macron (incluant notamment la nomination des collègues dans leur poste par le directeur d'école).

Le courant Front Unique appelle partout à engager le combat sur l'orientation adoptée par les enseignants du lycée Blaise Pascal